



## Briefing de Bruxelles sur le développement n° 37

### Les petites économies insulaires : des vulnérabilités aux opportunités Développer la résilience des PEID par le développement du commerce et l'agroindustrie

11 juillet 2014, Bruxelles, Centre Borschette, rue Froissart 36, 1040 Bruxelles, salle AB1A  
<http://bruxellesbriefings.net>

#### 1. Contexte

Les Nations Unies classifient actuellement 52 pays et territoires comme petits États insulaires en développement (PEID). Il s'agit d'un groupe varié de pays totalisant plus de 50 millions d'habitants, dont 43 dans les régions des Caraïbes et du Pacifique. Ce groupe inclut des pays relativement riches, mais aussi certains des pays les plus pauvres au monde. Les PEID ont été reconnus comme un groupe à part entière de pays en développement confrontés à des vulnérabilités sociales, économiques et environnementales spécifiques lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, organisée en 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil. Les Nations Unies soutiennent les PEID dans leurs efforts de développement durable à travers le Programme d'action pour le développement durable des PEID, finalisé lors de la Conférence mondiale de la Barbade en 1994 et baptisé Programme d'action de la Barbade (PAB). Ce programme a été passé en revue à Maurice en 2005 et la stratégie de Maurice pour la mise en œuvre du programme reconnaît la gravité des désavantages dont souffre la plupart des PEID dans l'économie mondiale. En 2010, les États membres ont mené à bien une évaluation à 5 ans de la stratégie de mise en œuvre du Plan d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires lors de la 65<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale.

2014 est l'Année internationale des petits États insulaires en développement et l'un des événements clés de celle-ci est la [Conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires](#), qui aura lieu du 1<sup>er</sup> au 4 septembre à Apia, à Samoa, et se focalisera sur le développement de partenariats pour le développement durable.

Outre de nombreux points communs, les modes de vie varient largement entre les petites îles.

SIDS WITH THE HIGHEST AND LOWEST GDP	
Singapore	222.7 billion
Puerto Rico	96.3 billion
Cuba	62.7 billion
Dominican Republic	51.6 billion
Bahrain	20.6 billion
AVERAGE	13.7 billion
Anguilla	175.4 million
Palau	169.7 million
Marshall Islands	155 million
Kiribati*	151.2 million
Tuvalu*	31.4 million

Source: The World Bank 2011

Sur la base de leur revenu national brut (RNB), les PEID peuvent être classifiés en économies à revenus faibles, moyens et élevés. 64 % des PEID sont des pays à revenus moyens, 29 % des économies à revenus élevés et 7 % à peine sont classifiés comme des pays à faibles revenus.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> UN-OHRLLS. « *Small Island Developing States in numbers* ». 2013.  
[http://unohrrls.org/custom-content/uploads/2014/04/SIDS\\_IN\\_NUMBERS\\_121813\\_FA\\_WEB.pdf](http://unohrrls.org/custom-content/uploads/2014/04/SIDS_IN_NUMBERS_121813_FA_WEB.pdf)

Upper-middle income	Lower-middle income	High-income	Low-income
American Samoa	Belize	Aruba	Comoros
Antigua and Barbuda	Cape Verde	Bahamas	Guinea-Bissau
Cuba	Fiji	Bahrain	Haiti
Dominica	Guyana	Barbados	
Dominican Republic	Kiribati	French Polynesia	
Grenada	Marshall Islands	Guam	
Jamaica	FSM	New Caledonia	
Maldives	Papua New Guinea	Puerto Rico	
Mauritius	Samoa	Singapore	
Palau	São Tomé and Príncipe	St. Kitts and Nevis	
Seychelles	Solomon Islands	Trinidad and Tobago	
St. Lucia	Timor-Leste	U.S. Virgin Islands	
St. Vincent and the Grenadines	Tonga		
Suriname	Vanuatu		
Tuvalu			

De même, l'importance du **secteur agricole** varie selon les pays. Par exemple, l'agriculture représentait 36 % du PIB de Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2012, alors que les Bahamas et Porto Rico enregistraient une dépendance de 2 % et d'1 % respectivement.

## 2. Des PEID confrontés à de nombreuses vulnérabilités économiques

La recherche s'accorde pour conclure que les PEID sont plus vulnérables aux chocs économiques et aux catastrophes naturelles que d'autres pays ou régions.

En dépit de différences significatives en termes de taille, de population, de conditions socio-économiques, d'infrastructures et de niveau de vie, leur petite taille entraîne de nombreux désavantages communs. Il s'agit notamment d'une faible diversité des ressources, d'une dépendance excessive au commerce international, de coûts de transport et de communication élevés et d'une forte densité démographique. Du fait de leur petite taille, de leur isolement et de la fragilité de leurs écosystèmes, leur diversité biologique renommée compte parmi les plus menacées au monde. Les catastrophes naturelles constituent une préoccupation particulière pour les petites îles en raison de leur dépendance à l'agriculture et au tourisme, deux secteurs particulièrement vulnérables à la dégradation naturelle et environnementale.

La sécurité alimentaire est également une source de préoccupation en raison de la vulnérabilité et de l'échelle limitée d'une agriculture qui doit déjà faire face aux impacts incertains du changement des températures et des précipitations. L'agriculture est le principal facteur de survie et de développement économique de nombreux PEID. De nombreuses îles dépendent largement de l'importation de denrées alimentaires et de produits agricoles. Elles sont dès lors très sensibles à l'évolution des prix alimentaires mondiaux. Ces prix peuvent être entraînés à la hausse par l'impact du changement climatique sur la fréquence et l'intensité des sécheresses et des inondations dans les grandes régions agricoles du monde. La concurrence pour les ressources foncières est généralement féroce entre le tourisme, l'agriculture et d'autres activités foncières, et les diverses utilisations doivent être minutieusement planifiées.

Sur les îles où le tourisme est l'activité dominante, la plupart sinon la totalité des aliments et des boissons est importée. Ces économies sont donc sensibles à l'évolution des prix alimentaires. De tels prix peuvent être entraînés à la hausse avec l'exacerbation par le changement climatique des conditions météorologiques dans la plupart des régions agricoles du monde. Promouvoir des liens avec l'offre agricole locale présente donc deux avantages : celui d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et celui de renforcer la valeur ajoutée des produits agricoles nationaux et régionaux.

Ces dix dernières années, le déficit commercial de nombreux PEID s'est creusé. Les PEID font partie des économies mondiales les plus ouvertes au commerce et sont par conséquent particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs. La crise économique et financière qui se maintient dans le monde,

alliée à un rythme inégal d'insertion dans les processus commerciaux et de développement, ont exacerbé les vulnérabilités structurelles des PEID, ce qui a des conséquences profondes sur leurs économies.

Ces défis et ces opportunités se reflètent dans certains développements commerciaux majeurs des PEID des Caraïbes et du Pacifique. Dans les Caraïbes, il s'agit notamment de l'érosion des préférences commerciales et de l'augmentation de la part des concurrents commerciaux des Caraïbes sur le marché mondial<sup>2</sup>. L'évolution des marchés mondiaux et la perte de l'accès préférentiel au marché de produits traditionnels tels que le sucre, la banane et le riz ont encore marginalisé de nombreux PEID et les ont soumis à une pression renforcée. De nouvelles opportunités ont émergé pour les biens et services à valeur ajoutée, ainsi que pour les marchés de niche au niveau local, régional et international. Pour les mettre à profit, les producteurs ont besoin de mesures d'incitation adaptées. Les gouvernements doivent en outre investir de façon stratégique dans les institutions et les infrastructures afin de renforcer le potentiel du secteur et d'encourager sa transformation.

Le processus d'intégration commerciale régionale en cours ouvre de multiples horizons mais la lenteur des progrès vers l'intégration régionale en a jusqu'à présent limité certains avantages.

### **3. Renforcer la résilience économique et commerciale : une priorité**

Pour devenir moins vulnérables et dépendantes et accroître leur résilience, les petites économies insulaires doivent également explorer de nouveaux domaines de développement économique et renforcer leurs stratégies de diversification. Des politiques solides axées sur l'élargissement des options ouvertes aux petites économies insulaires devraient être conçues afin d'exploiter les liens entre des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme, l'industrie, les TIC, les finances, etc. Le secteur des services, et en particulier le tourisme agricole, constitue une véritable opportunité de faire le lien entre les producteurs locaux et les entreprises agricoles.

Le secteur du tourisme est le principal secteur économique des PEID en termes de revenus et d'emplois. Le tourisme entretient des liens étroits avec d'autres secteurs comme l'agriculture, les services environnementaux, les services financiers, les TIC, etc.

Selon les études du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la transition vers une économie verte pourrait apporter de multiples bienfaits aux PEID et leur permettre de mieux gérer leur capital naturel, de protéger l'environnement, de créer des emplois verts et de parvenir à un développement durable<sup>3</sup>.

Les entreprises agricoles et le secteur privé sont un outil important pour le développement des pays pauvres : ils promeuvent la croissance, génèrent de l'emploi et encouragent les partenariats public-privé. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont la colonne vertébrale des économies des pays en développement car elles génèrent la majorité des emplois.

Ce potentiel agro-industriel est sous-utilisé ; cet état de fait entraîne un niveau élevé d'importation de produits alimentaires, des prix souvent supérieurs, ainsi qu'un investissement et un soutien insuffisants pour les producteurs et les exportateurs locaux. Le secteur privé doit être davantage impliqué dans la conception et la mise en œuvre d'industries alimentaires locales et d'exportation viables.

La mondialisation impose de nouvelles conditions et règles de concurrence sur les marchés internationaux. Elle contraint les PME à nouer des liens avec d'autres acteurs, au niveau local et mondial, et à trouver de nouvelles solutions d'interaction et d'apprentissage.

La compétitivité et la productivité mondiales, la collaboration public-privé dans l'éducation et la recherche, les infrastructures de transport, les exigences des marchés mondiaux en matière de qualité, de santé et de durabilité environnementale et les analyses des grappes industrielles et des chaînes de valeur mondiales sont des facteurs clés qui influencent le processus de renforcement des PME locales.

L'accès au financement par le secteur privé a toujours constitué un défi de taille et les PME continuent à éprouver des difficultés dans ce domaine, les banques commerciales imposant des exigences strictes. La

---

<sup>2</sup> Banque mondiale, Organisation des États américains (2009), « *Accelerating Trade and Integration in the Caribbean : Policy Options for Sustained Growth, Job Creation, and Poverty Reduction* », Washington DC.

<sup>3</sup> <http://www.unep.org/newscentre/Default.aspx?DocumentID=2762&ArticleID=10719&l=en>

commercialisation et la certification de la qualité sont des obstacles supplémentaires pour le secteur privé. Ses associations sont parfois plus compétentes en marketing international et en certification, mais les programmes de certification des organisations non gouvernementales ne sont pas explorés. Ils pourraient pourtant permettre aux entreprises de prendre l'avantage sur la concurrence sur les marchés mondiaux, où les consommateurs sont de plus en plus sensibles aux normes sociales et environnementales.

Le développement de la résilience face à une volatilité grandissante et aux chocs extérieurs nécessite des politiques agricoles et commerciales adaptées afin de réduire la dépendance aux importations et de renforcer la production locale.

Le développement des capacités des PEID à diversifier leur production, à renforcer leur productivité et à ajouter de la valeur via des produits de niche de qualité nécessite d'optimiser l'utilisation des capacités et des ressources indigènes. Pour atteindre cet objectif de manière durable, les PEID devront innover, développer de nouvelles technologies et transformer leurs techniques d'adaptation et d'atténuation.

### **Objectifs du briefing**

Afin d'améliorer le partage des informations et de promouvoir le réseautage, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP et Concord organisent des briefings bimensuels sur des questions et des enjeux clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP. Le briefing du 11 juillet 2014 sera consacré aux questions liées aux vulnérabilités et aux opportunités pour les petites économies insulaires ACP. Il aura pour but (i) de sensibiliser aux enjeux économiques liés aux PEID ; (ii) d'améliorer l'échange d'informations et d'expertise sur la résilience économique et commerciale des PEID ; (iii) de faciliter le réseautage entre les partenaires de développement.

### **Groupe cible**

Environ 150 décideurs ACP-UE, représentants des États membres de l'UE, groupes issus de la société civile, réseaux de recherche, acteurs de terrain dans le domaine du développement et organisations internationales basées à Bruxelles.

### **Documentation disponible**

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://bruxellesbriefings.net>. Un rapport succinct et un document de fond en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.



## Briefing de Bruxelles sur le développement n° 37

### **Les petites économies insulaires : des vulnérabilités aux opportunités Développer la résilience des PEID par le développement du commerce et l'agroindustrie**

11 juillet 2014, Bruxelles, Centre Borschette, rue Froissart 36, 1040 Bruxelles, salle AB1A

<http://bruxellesbriefings.net>

8h00-8h45 Inscription

8h45-9h00 Objectifs du briefing et programme

**Remarques introductives : CE, ACP, CTA**

#### **9h00-10h45 Panel 1 : Moteurs pour la résilience du commerce et le développement des entreprises agricoles dans les PEID**

Les petites îles sont confrontées à un plus grand risque de marginalisation du fait des conséquences négatives à la fois de leur petite taille, de leur isolement et de leur vulnérabilité économique face aux chocs économiques et naturels qui dépassent le contrôle national. Ce panel proposera une vue d'ensemble des principaux enjeux et opportunités de développement des entreprises agricoles dans les PEID.

Président : *S.E. Dr. Len Ishmael, Ambassadeur des États des Caraïbes orientales (ECO)*

Participants :

- Principales implications pour les PEID dans le programme de Doha pour le développement  
*Stephen Fevrier, Conseiller commercial, Commonwealth Small States Office in Geneva*
- Accélérer le commerce régional pour améliorer la sécurité alimentaire dans l'Océan Indien  
*Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général, Commission de l'océan Indien (à confirmer)*
- Améliorer le climat économique et commercial dans les États des Caraïbes orientales  
*Randolph Cato, États des Caraïbes orientales*
- Opportunités commerciales dans le Pacifique : des politiques à la pratique  
*Veniana Qalo, Expert politiques commerciales, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique*
- Développer la résilience à travers le commerce et la croissance verte  
*Ambassadeur Edwin Laurent, Conseiller senior, The Caribbean Green Economy Initiative*

10h45-11h00 Pause-café

#### **11h00-13h00 Panel 2 : Tirer les enseignements des succès des entreprises agricoles**

Ce panel débattre de certaines bonnes pratiques des entreprises agricoles dans les régions ACP et de stratégies en vue de l'identification de nouvelles opportunités, en particulier via des partenariats novateurs.

Président : *S.E. Fatumanava Luteru, Ambassadeur des Samoa*

Participants :

- Succès des entreprises agricoles dans les Caraïbes et enseignements  
*Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de la Caribbean Export Development Agency*
- Du champ à l'assiette : opportunités et connexions entre producteurs et industrie du tourisme  
*Mereia Volavola, PDG, Pacific Island Private Sector Organization (PIPSO)*
- Succès de l'accès aux marchés d'exportation ou aux cultures racinaires et enseignements  
*Maria Lailai Moi, Directrice, Ben's Trading Ltd, Fidji*
- Connecter les petits exploitants à l'agroindustrie: marchés de niche et stratégies de marque  
*Shadel Nyack Compton, Administrateur, Belmont Estate, Grenade*
- Élargir les opportunités économiques des agricultrices et des entrepreneuses  
*Carmen Nurse, Présidente, Caribbean Network of Rural Women Producers (CANROP)*

Conclusion : *Michael Hailu, Directeur du CTA*

Déjeuner